



Dominique Bourg

Philosophe, professeur des universités

Candidat tête de liste aux élections européennes

Monsieur Nezim TANDJAOUI

Assistant plaidoyer

Transparency International France

14, passage Dubail

75010 PARIS

Cher Monsieur,

C'est bien volontiers qu'au nom de la liste URGENCE ECOLOGIE je souscris aux 12 engagements proposés par Transparency International France pour protéger l'éthique et l'Etat de droit.

Nous partageons totalement l'ambition de faire de ces élections européennes l'occasion d'un sursaut démocratique contre la corruption, les conflits d'intérêts, l'opacité des décisions, l'influence inavouable des représentants d'intérêts privés sur la majeure partie des décisions au détriment de la défense de l'intérêt général. L'urgence écologique se heurte fondamentalement au blocage des lobbys de l'industrie pétrolière, agrochimique, automobile,... et de tant d'autres très influents à Bruxelles en comparaison des moyens dérisoires des forces de la société civile qui défendent l'intérêt général.

C'est pourquoi la liste URGENCE ECOLOGIE a placé la lutte contre la corruption et l'influence des lobbys au cœur de ses orientations. Je me permets de vous adresser ci-joint « Fondations » dont l'une des ambitions principales est de libérer l'Europe de la tutelle des lobbys.

Nous voulons combattre pour la proclamation de la séparation de l'Europe et des lobbys, avec un ensemble de mesures d'urgence démocratique de protection de l'intérêt général contre toute ingérence des intérêts privés et la corruption : exclusion des lobbys du Parlement et des institutions européennes, interdiction du pantouflage et des conflits d'intérêts (qui seront sanctionnés sur le plan pénal), interdiction du cumul d'activités pour les assistants parlementaires comme pour les députés, transparence intégrale sur les délibérations et votes de toutes les instances européennes, dont les comités techniques... (proposition n°4).

Nous proposons également tout un ensemble de propositions sur la stratégie que les députés URGENCE ECOLOGIE entendent déployer dans le cadre d'une véritable guérilla parlementaire d'urgence démocratique. Nous souhaitons notamment à créer « Lobbys-leaks » en lien avec les ONG qui luttent contre l'influence des multinationales, dont Transparency, en rendant systématiquement publiques toutes les informations sur les agissements des intérêts privés auprès de la Commission européenne, des parlementaires, des agences européennes et des Etats membres. Nous mettrons la lumière partout où règne l'opacité. (proposition n°62).

Nous souscrivons également à la nécessité de renforcer le contrôle des élus européens (députés, commissaires), la seule contrainte actuelle étant une déclaration d'intérêts rarement mise à jour et contrôlée, en oeuvrant à la création d'une autorité indépendante aux prérogatives comparables à celle de la HATVP ainsi qu'à la transparence complète des informations pour les citoyens. Nous souhaitons que l'actualisation de ces informations soit obligatoire et que tout mensonge soit immédiatement sanctionné (transmission à l'OLAF).

Dans le même esprit, nous préconisons un renforcement du contrôle des crédits européens, un renforcement des moyens de l'OLAF, une obligation de publicité accessible aux citoyens sur tous les projets, un contrôle effectif de l'obligation de procédures d'appel d'offres transparentes dans tous les pays.

Enfin, au regard du poids des lobbys, nous préconisons leur exclusion des cercles de décision, des règles de transparence stricte sur leurs activités. Il va sans dire que toute pratique illégale telle que le fichage doit donner lieu à une interdiction de tout contact et à des poursuites pénales. De plus, nous combattons pour une réforme radicale du fonctionnement des agences européennes, dont les décisions doivent respecter le principe de précaution et de prévention et être basées sur des études scientifiques indépendantes et publiées dans des revues à comité de lecture. (proposition n°26). Nous souhaitons également organiser un contre-pouvoir en matière de données scientifique (proposition n°64).

Nous rapprochons bien entendu ces propositions des mesures indispensables en matière de protection absolue des lanceurs d'alerte (proposition n°27) et de contrôle des flux financiers (ensemble de propositions pour la transparence fiscale et contre les paradis fiscaux).

Aussi, comme tête de liste, je m'engage à agir dans toutes les actions, votes et décisions des députés européens URGENCE ECOLOGIE pour :

- **Faire respecter l'Etat de droit au sein de l'Union européenne ;**
- **Empêcher les individus corrompus et l'argent sale d'entrer dans l'Union européenne ;**
- **Soutenir la création d'un organe indépendant de l'Union européenne en matière d'éthique ;**
- **Soutenir la transparence des positions défendues par les Etats membres ;**
- **Appliquer comme député•e•s européens URGENCE ECOLOGIE les principes de transparence et d'éthique dans toutes nos activités parlementaires (frais de mandats, agenda etc) et soutenir la création d'une autorité indépendante contre les conflits d'intérêts, le pantouflage et le lobbying sur le modèle français de la HATVP.**

Bien cordialement à vous,



Dominique BOURG